Pour une politique de l'accueil

Sophie Djigo

« Nous devons accueillir des réfugiés car c'est notre tradition et notre honneur. »
(Emmanuel Macron devant le Conseil européen le 23 juin 2017)

À l'approche du débat sur la politique d'immigration à l'Assemblée Nationale, les rares masques qui subsistent encore vont tomber. Le terrain a été savamment préparé par la distinction posée entre les réfugiés et les migrants économiques, entre le petit nombre d'élus que l'on accepte prétendument au nom de la liberté et le grand nombre de ceux que l'on rejette et prive de cette même liberté. Du quart-monde nous reviennent trop de visages brûlés qui fuient la misère et l'oppression. Nul doute que le débat à venir ne fasse resurgir, dans l'impunité totale, la xénophobie la plus crasse et ce, sous les oripeaux grotesques d'arguments économiques dont la vacuité ne trompe plus personne. Que le coût de l'accueil soit largement inférieur à celui de la répression, nous le savons déjà. Que la rhétorique de l'appel d'air repose sur les fantasmes néocoloniaux les plus hideux, nous le savons encore. Que l'accueil des exilés est un bénéfice social, démographique, culturel et humain, est-il encore nécessaire de le démontrer ? Quand, face à la raison, sourdent les émotions haineuses, l'imaginaire colonial, l'idéologie des établis qui confisquent sans partage contre les nouveaux venus, que peut-on faire ?

Ce que nous pouvons faire, ce que nous faisons déjà, c'est accueillir les exilés sans condition de race, de classe, d'âge ou de genre. Combien sommes-nous en France, dans chaque grande ville, jusqu'aux plus petites communes, à héberger ces migrants qui s'exilent pour des motifs qui leur appartiennent et qui débordent les quotas étriqués de l'administration, en dépit de la

générosité du droit ? Combien sommes-nous à ouvrir nos maisons le temps d'un week-end, pendant des mois ou des années, et à prouver silencieusement et en acte que nous pouvons, que nous voulons vivre avec les exilés ? Masses anonymes, milliers de personnes qui s'emparent du champ de leur citoyenneté et définissent ensemble une alternative forte et crédible à la pure et simple fermeture des frontières. Le lieu du politique a essaimé ainsi : il a quitté l'*agora* pour se nicher au cœur de la *domus*, dans l'espace privé du foyer qui devient terrain de luttes collectives. Il est temps que nos gouvernants prennent la mesure de ce réseau d'hospitalité militante et qu'ils lui donnent droit de cité.

Nous défendons l'accueil de tous les exilés, car nous savons bien que tout exil est une mutilation. Quelle arrogance, quelle inconscience, pourraient nous faire croire que les exilés sont des nomades, souriants vacanciers qui viennent prendre du bon temps et faire de l'argent en Europe ? Ou est-ce donc cela qui semble si effrayant : l'argent ? Que ces personnes participent à l'économie de nos nations, est-ce si insupportable ? Qu'elles métissent notre population, est-ce si terrifiant pour les apôtres de théories raciales qu'on croyait appartenir au passé ?

Si aujourd'hui la force prime sur le droit – qui n'est que d'apparat –, si la population française découvre avec stupéfaction lors des manifestations des Gilets jaunes la violence d'État que subissent les migrants sans papiers depuis des décennies, nous manifestons notre inquiétude. Nous, citoyens attachés à la démocratie, ne comprenons pas ces violences anticonstitutionnelles perpétrées contre les migrants, en particulier dans les zones-frontières comme à Calais. Nous, citoyens attachés aux valeurs des droits de l'homme, frémissons face aux conditions de vie imposées par le gouvernement aux migrants sans statut : la violence, le mouvement sans répit ni repos et le dénuement. Nous, citoyens éduqués par la République au respect de tous les hommes, ne comprenons pas les opérations de « nettoyage » opérées à Calais, les rafles qui privent les exilés de tous les biens nécessaires à leur survie. Nous, citoyens soucieux de la dignité des personnes, voyons avec inquiétude les droits les plus fondamentaux des migrants attaqués de toutes parts, alors que se profile une réduction des soins à travers la réforme de l'Aide médicale de l'État. Nous souhaitons faire entendre notre voix et notre vœu de vivre ensemble avec les exilés, et notre résistance à une politique qui n'est pas

menée en notre nom.

De quoi avons-nous besoin aujourd'hui ? De nous mobiliser pour faire valoir l'alternative que nous construisons chaque jour. De passer de la sympathie à un engagement en acte. De prendre part aux collectifs citoyens d'aide aux migrants, qui sont aux avant-postes d'une contre-Europe de l'accueil. De prendre la mesure du choix qui s'impose aujourd'hui. Quelle société voulons-nous pour demain ? Une société Frontex qui multiplie et épaissit les frontières, qui procède par divisions de plus en plus fines ? Est-ce ainsi que nous voulons vivre, séparés et mis en concurrence ? Ou voulons-nous une société du vivre-ensemble qui œuvre pour le bien commun ? Nous en appelons à la responsabilité des gouvernants : nous, citoyens, avons pris les devants pour accueillir les exilés ; c'est désormais à nos gouvernants d'en prendre acte et de fonder une véritable politique publique d'accueil, dans le droit fil de l'hospitalité citoyenne.

Signer la pétition ici.